

WELLBEBE - Résultats

Vers des indicateurs de bien-être en Belgique

DURÉE DU PROJET
15/12/2006 - 31/07/2011

BUDGET
721.668 €

MOTS CLES

Sustainable well-being, indicators, capabilities-functionings, spheres of existence, focus groups, Q-methodology

CONTEXTE

Il est largement admis que si les modes de production et de consommation des sociétés industrielles développées ont permis d'assurer un niveau de bien-être matériel inconnu jusqu'ici, leurs exigences en termes de ressources naturelles sont telles qu'ils ne peuvent être généralisés à l'ensemble de la population mondiale ni aux générations futures. Par ailleurs, la comparaison entre l'évolution des indices de performance économique tel que le PIB/tête et celle d'indicateurs de bien-être plus spécifiques, comme l'« Indicateur de Progrès Véritable » (G.P.I.: Genuine Progress Indicator), l'Indicateur de Santé Sociale du Fordham Institute ou celui de la région Nord-Pas-De-Calais et bien d'autres encore, démontre – quelles que soient leurs limites éventuelles – que la croissance économique a cessé, au moins depuis les années 1970, d'être synonyme de bien-être supplémentaire.

Tant que la croissance du PIB était parfaitement corrélée avec des améliorations dans le domaine du bien-être, il n'était guère besoin d'indicateurs supplémentaires pour mesurer la capacité des modes de production et de consommation à créer du bien-être et du bonheur. Aujourd'hui le mariage qui a pu (ou aurait pu) exister entre croissance économique, respect des grands équilibres environnementaux et accroissement de bien-être est clairement rompu. Cette situation rend nécessaire le développement d'indicateurs spécifiques de bien-être, différents du PIB. De fait, la demande pour de tels indicateurs se fait de plus en plus pressante, tant au niveau international que national. Le débat sur les indicateurs alternatifs a été particulièrement intense en 2009 avec la présentation au mois de septembre du « Rapport Stiglitz » qui a attiré l'attention des media tant nationaux qu'internationaux, et, par suite, de nombreux responsables politiques sur la problématique des indicateurs de bien-être. Le « Rapport Stiglitz » (dont le titre officiel est « Rapport de la Commission sur la mesure de la Performance Economique et du Progrès Social ») est le résultat de 18 mois de travail d'une commission présidée par J. Stiglitz, A. Sen et J.-P. Fitoussi, constituée à la demande de la Présidence de la République Française. Grâce à la renommée de ses auteurs, il constitue une étape importante dans la diffusion auprès d'un large public de critiques et d'interrogations sur la notion et la mesure du bien-être entendues depuis longtemps dans des cercles restreints de scientifiques et d'intellectuels.

Si la commission Stiglitz-Sen-Fitoussi s'est cantonnée à une approche essentiellement mono-disciplinaire économique, d'autres initiatives ont émergé plaçant pour une remise en cause plus radicale de nos instruments de mesure du progrès social. Exemplaire à cet égard est cette autre initiative française que constitue la création du réseau FAIR (Forum pour d'Autres Indicateurs de Richesse) qui a permis à d'autres voix de se faire entendre soulignant les insuffisances de la Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi tant au niveau de sa composition que de ses conclusions.

Ces voix ont profité de la fenêtre d'opportunité créée par la publication du Rapport Stiglitz pour plaider en faveur d'approches plus innovantes dans l'évaluation du progrès, principalement au niveau des procédures de définition et de sélection des indicateurs de bien-être. C'est également en septembre 2009 que fut publiée la communication de la Commission européenne intitulée : « Le PIB et au-delà. Mesurer le progrès dans un monde en mutation » (<http://www.beyond-gdp.eu/>) qui présente la feuille de route de la Commission européenne pour un renouveau en matière de mesure du bien-être et de la durabilité. En octobre 2009, le « 3^{me} Forum Mondial sur la statistique, la connaissance et la politique » organisé par l'OCDE à Busan (Corée du Sud) portait le même message que celui de la Commission Stiglitz à un auditoire regroupant des autorités politiques de niveaux national, international et transnational.

En Belgique, c'est également en Septembre 2009 que la Task Force « Développement Durable » du Bureau Fédéral du Plan publiait un « Rapport Fédéral sur le Développement Durable » entièrement consacré à la construction d'un cadre conceptuel et d'un tableau de bord d'indicateurs du développement durable en complément du PIB. Enfin, en 2009 encore, au niveau de la Région Wallonne, l'Institut Wallon de la Prospective, de l'Evaluation et de la Statistique (IWEPS) organisait un séminaire consacré à une discussion du rapport Stiglitz à l'issue duquel fut créée une antenne belge francophone du réseau FAIR (Réseau FAIR Wallonie-Bruxelles). Depuis lors l'IWEPS s'est investi dans un important projet de définition et de mesure du bien-être au niveau communal avec l'appui méthodologique du Conseil de l'Europe.

OBJECTIFS ET METHODOLOGIE

L'ambition du projet WellBeBe est de contribuer à cette entreprise scientifique et citoyenne commune de construction d'indicateurs complémentaires (ou éventuellement alternatifs) au PIB. Ainsi que le titre le laisse clairement entendre, l'objectif consiste à combiner autant que possible légitimité scientifique et légitimité démocratique. La légitimité scientifique consiste à se baser sur les théories scientifiques et philosophiques les plus abouties en matière de bien-être et à tenir compte des résultats les plus récents et les moins contestés des recherches empiriques. Cependant, étant donné la charge normative du sujet, la légitimité scientifique ne suffit pas. Il est en effet important de résister à la tentation technocratique qui consiste à proposer des indicateurs basés exclusivement sur des théories académiques de la justice, du bien-être, de la santé ou du développement. Une exigence minimale en la matière consiste à demander à un échantillon de la population comment il se représente le bien-être et en quels termes il le définit et l'analyse.



WELLBEBE- Résultats

Vers des indicateurs de bien-être en Belgique

Cependant, la légitimité démocratique requiert le recours à des mécanismes plus participatifs et donnant plus de pouvoirs aux citoyens que de simples focus groups ou enquêtes d'opinion. Pour bien faire, c'est un authentique processus de co-création au moyen d'instruments délibératifs tels que les jurys citoyens qui devrait déterminer l'adoption d'indicateurs de bien-être.

Ces considérations se sont traduites dans l'articulation de la recherche autour des axes suivants :

- Exploration, évaluation et synthèse (concrétisées par un cadre conceptuel schématique) des principaux discours sur le bien-être ;
- Exploration des conceptions de bien-être au sein de la population au moyen de *focus groups* et de la « *Q-Methodology* » ;
- Analyse de l'évaluation par les citoyens de leur bien-être (capabilités, fonctionnements, bien-être subjectif) par le moyen d'enquêtes sur échantillons raisonnés ;
- Expérimentation d'un processus participatif (« panel de citoyens ») de co-construction d'indicateurs de bien-être ;
- Proposition d'une matrice opérationnelle d'évaluation du bien-être et recommandations pour le processus de construction et d'interprétation d'un indice de bien-être.

En pratique donc, 4 techniques de collecte de données et d'analyse ont été mobilisées : les « *focus groups* », la « *Q-methodology* », l'enquête par questionnaire (analyse par OLS et modèles logits hiérarchisés) et le panel de citoyens.

PRINCIPALES CONCLUSIONS.

a) Alors que jusqu'ici, le bien-être a surtout été étudié avec les lunettes de l'économiste, d'autres disciplines scientifiques comme la psychologie, la médecine, la sociologie et l'anthropologie ont énormément à apporter à une théorie englobant du bien-être humain. C'est une interdisciplinarité plus réelle et plus approfondie qui devrait présider à la construction des fondements scientifiques des indicateurs de bien-être..

Une authentique interdisciplinarité nécessite un cadre conceptuel commun pour articuler les résultats et les propositions des différentes disciplines en un modèle causal cohérent. Les deux candidats les plus plausibles au titre de langage interdisciplinaire sont d'une part l'approche par les capacités-fonctionnements initiée par A. Sen et M. Nussbaum et, d'autre part, le cadre plus ancien axé sur les besoins et leur satisfaction. Les deux approches ont leurs forces et leurs faiblesses, mais les deux souffrent (mais s'agit-il vraiment d'une faiblesse ?) d'une certaine indétermination au sujet des éléments à inclure dans une liste des fonctionnements ou des besoins à prendre en compte en vue de la construction d'un indice de bien-être. L'approche par les capacités-fonctionnements est plus unifiée et aussi plus sophistiquée que celle par les besoins mais n'est réellement connue que d'économistes et de philosophes proche de l'économie. Elle est aussi vraisemblablement plus difficile à mettre en application dans le cadre d'un mécanisme participatif même si on a pu l'intégrer dans des *focus groups*. L'approche par les besoins est moins unifiée que la précédente (elle connaît de multiples formulations) et moins sophistiquée sur le plan philosophique mais elle est commune à l'ensemble des disciplines qui traitent du bien-être humain et plus facile à mettre en œuvre dans un contexte participatif.

Elle rend aussi mieux compte de ces épisodes incontournables de l'existence humaine que sont l'enfance, la maladie, la vieillesse durant lesquels l'être humain est davantage patient qu'acteur. L'approche par les capacités-fonctionnements s'est cependant révélée offrir un modèle riche et fécond pour l'étude des subtilités du bien-être. Elle a été synthétisée dans le projet WellBeBe au moyen d'une figure baptisée « Triangle du Bien-être » qui a inspiré les enquêtes sur le bien-être menées en région flamande. En revanche, l'approche en termes de besoins humains fondamentaux de l'économiste chilien Manfred Max-Neef s'est révélée un moyen commode de structurer la co-construction (chercheurs et citoyens) d'une matrice besoins-satisfacteurs..

b) Il ressort de l'enquête menée sur l'évaluation des capacités-fonctionnements et le niveau de satisfaction à leur égard, que la distinction entre capacités et fonctionnements est pertinente, de même que la mesure des capacités comme indicateur alternatif – alternatif par rapport au bien-être subjectif - de bien-être. La comparaison entre mesure du bien-être subjectif et mesure des capacités réalisée sur des données récoltées en 2009 auprès d'un échantillon représentatif de la population flamande a permis de mettre en évidence l'existence de facteurs explicatifs communs aux deux mesures du bien-être. Il s'agit principalement de la santé, la richesse, les réalisations personnelles et le potentiel de développement. En revanche, on a également constaté que certains facteurs agissaient en sens contraire. On a aussi mis en exergue d'intéressantes différences dans l'explication des niveaux de satisfaction et dans celles des niveaux de fonctionnements supposés créer cette satisfaction dans la population étudiante enquêtée. Au bout du compte, on peut avancer la conclusion (provisoire) suivante : les capacités ne contribuent pas directement au sentiment de satisfaction mais indirectement seulement, et lorsqu'elles se réalisent dans des fonctionnements effectifs. En bref, il se confirme que le choix de la variable de résultat (fonctionnements, satisfactions avec les fonctionnements, satisfaction tout court...) et donc du modèle empirique de mesure multidimensionnelle du bien-être est crucial pour l'identification des déterminants du bien-être.

c) Les principales conclusions de l'exercice participatif de co-construction d'un indice de bien-être est que les citoyens sont prêts et même désireux de collaborer à la construction et à la discussion des indicateurs de bien-être. Cependant, il faut être conscient qu'un tel processus prend énormément de temps, plus que ce que nous avons à notre disposition pour mener l'exercice à son terme dans des conditions idéales. Le modèle « besoins-satisfacteurs » en général et son opérationnalisation en 9 besoins humains fondamentaux (plus un, l'équité, ajouté en début de séminaire à la demande des participants) par Max-Neef s'est révélé d'une aide précieuse pour permettre aux participants de prendre conscience et communiquer sur leurs croyances, valeurs et interrogations à propos du bien-être et nourrir ainsi des délibérations fécondes. Nous avons découvert que l'adoption d'un cadre conceptuel axés sur la notion de besoins conduisait à devoir distinguer entre deux catégories d'indicateurs : ceux qui se réfèrent à l'importance du besoin (ou à son caractère momentanément problématique) pour le bien-être et ceux qui se réfèrent au degré de satisfaction de ce besoin.



WELLBEBE - Résultats

Vers des indicateurs de bien-être en Belgique

Les deux types d'indicateurs devraient être clairement distingués lorsqu'on procède à l'évaluation du bien-être en ces termes. Par ailleurs, si l'on travaille avec des grandes catégories de satisfacteurs (ceux que Max-Neef appelle « synergétiques » parce qu'ils participent de la satisfaction de plusieurs besoins simultanément) tels que le travail et l'emploi, la famille ou le cadre de vie, il est utile de faire la distinction entre la satisfaction dans le domaine considéré (par exemple le travail) et la satisfaction grâce ou au moyen de ce domaine. Ainsi, ce n'est pas la même chose de satisfaire son besoin d'identité *par* le travail et de satisfaire son besoin d'identité *dans* le travail. Il en va de même pour les besoins comme la protection, la compréhension, etc. Il semble aussi que dans l'établissement d'une hiérarchie entre les besoins, ce n'est pas tant l'importance des besoins que leur caractère plus ou moins problématique dans la conjoncture présente qui explique le classement obtenu.

CONTRIBUTION A UNE POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Jusqu'ici, le bien-être et la prospérité ont été définis et poursuivis dans des termes qui supposaient implicitement qu'il n'existe aucune limite aux ressources que l'on peut extraire de l'environnement ni à sa capacité à absorber les déchets et polluants générés par cette quête inassouissable de richesse et de biens matériels. Le développement durable impose que ceux qui sont d'ores et déjà suffisamment riches cessent de poursuivre la croissance économique à tout prix, qu'ils inventent et recherchent une nouvelle prospérité, sans croissance (Jackson 2010) ou à tout le moins avec une autre croissance afin de permettre aux peuples qui ont encore besoin de croissance économique pour satisfaire leurs besoins essentiels, de la poursuivre, voire de l'enclencher. Ceci rend indispensable et urgent de repenser le bien-être et de le faire en des termes les plus indépendants possibles de la croissance de la production et de la consommation marchandes. Car le développement durable peut se définir comme la maximisation de la productivité en termes de bien-être final de l'utilisation des ressources naturelles, ou, autrement dit, comme la minimisation dans chaque unité de bien-être crée des inputs en matières premières et en énergie. Ceci passe par la connaissance et la mesure aussi bien des capacités et des limites des écosystèmes que des conditions de production du bien-être humain. Le projet WelleBeBe se veut une contribution à cette connaissance du bien-être humain en vue d'en assurer la jouissance aux générations actuelles et futures. C'est pourquoi il s'est aussi impliqué largement dans le processus engagé récemment de re-conceptualisation du développement durable en termes de capacités, fonctionnements, besoins et « *life chances* » comme en témoignent les contributions des chercheurs du réseau à l'ouvrage collectif « Sustainable Development. Capabilities, needs, and well-being » (Routledge, 2010) coordonné par Félix Rauschmayer, Ines Omman et Johannes Frühmann.

CONTACT INFORMATION

Coordinateur

Paul-Marie Boulanger

Institut pour un Développement Durable (IDD)
Rue des Fusillés 7
B-1340 Ottignies.
Tel: +32 (0)10 41.73.01
Fax: +32 (0)10 41.36.49
idd@iddweb.be
www.iddweb.be

Promoteurs

Edwin Zaccai

Université Libre de Belgique (ULB)
Institut de Gestion de l'Environnement et d'Aménagement du Territoire (IGEAT)
Centre d'Etudes du Développement Durable (CEDD)
CP130-02, avenue FD Roosevelt 50
B-1050 Bruxelles
Tel:+32 (0)2 650.43.32
Fax: +32 (0)2 650.43.12
ezaccai@ulb.ac.be
www.ulb.ac.be/igeat/igeat/ulb_igeat/hp/hp_fr.htm

Kris Bachus & Luc Van Ootegem

Katholieke Universiteit Leuven (KULeuven)
Hoger Instituut Voor de Arbeid (HIVA)
Parkstraat, 47
B-3000 Leuven
kris.bachus@hiva.kuleuven.be
luc.vanootegem@hiva.kuleuven.ac.be
www.hiva.be

SSD SCIENCE POUR UN DÉVELOPPEMENT DURABLE

SSD



POLITIQUE SCIENTIFIQUE FEDERALE

Avenue Louise 231 • B-1050 Bruxelles

Tél. +32 (0)2 238 34 11 • Fax +32 (0)2 230 59 12 • www.belspo.be/ssd
Contact. Marc Van Heuckelom



ACTIONS TRANSVERSALES